



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 1915

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à M. Jacques Myard.

M. Jacques Myard. Monsieur le ministre de l'intérieur, nous ne vivons pas dans un monde de « bisounours ». La France est en guerre au Mali, en Centrafrique, et désormais nous devons faire face au djihadisme sur le territoire national. Nous sommes tous ici des républicains et chérissons nos libertés, mais nous ne pouvons pas tolérer que ces libertés profitent aux assassins. Le djihadisme ne se combat pas avec de bons sentiments. La sécurité des Français et de tous les Européens exige des mesures fortes et concrètes !

Il s'agit d'abord, monsieur le ministre, de renforcer nos services en hommes et en matériels. Ils doivent être préservés du rabot budgétaire, au même titre que tout le budget de la défense ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Paul Giacobbi. Très juste !

M. Jacques Myard. En ma qualité de membre de la délégation parlementaire au renseignement, je tiens ici à rendre un vibrant hommage aux femmes et aux hommes de nos services qui servent, parfois au péril de leur vie, la République pour assurer notre sécurité. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. Paul Giacobbi. Très bien !

M. Jacques Myard. Ces femmes et ces hommes de l'ombre servent dans un grand service public de la nation ! À ce titre, il est inadmissible d'entendre parfois, sur certains bancs de gauche, une dénonciation de principe, par idéologie, des écoutes nécessaires pour protéger la population et éviter les attentats ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Il est impératif, monsieur le ministre, de rétablir des contrôles à nos frontières, véritables passoires.

Nous devons renforcer notre coopération avec la Turquie et le Liban afin qu'ils contrôlent l'arrivée sur leur territoire de Français.

Exigeons des Américains qu'ils ferment les sites djihadistes qu'ils hébergent sur leur territoire !

Criminalisons la participation des Français à des conflits du type syrien.

Monsieur le ministre, les Français attendent des mesures concrètes et fortes ! Qu'allez-vous faire ?

(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur Myard, vous avez parlé, avec beaucoup de pertinence, de sujets très sérieux sur lesquels nous sommes rassemblés.

Vous évoquez d'abord les moyens. Vous avez tout à fait raison de dire qu'il faut que nos services de renseignement et notre police disposent des moyens nécessaires à la lutte contre l'insécurité sous toutes ses formes, plus particulièrement à la lutte contre le terrorisme. C'est la raison pour laquelle, après que près de 17 000 emplois ont été supprimés dans la police et dans la gendarmerie entre 2007 et 2012 *(Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP),...*

M. Bernard Deflesselles. C'est faux !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...nous avons décidé de reprendre les recrutements, à hauteur de près de 500 postes par an.

Pour ce qui concerne les services de renseignement, je veux aussi vous rassurer tout à fait, monsieur Myard : alors qu'au cours de la période 2007-2012 la DCRI avait perdu près de 300 emplois, la DGSI va en gagner 416 *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC)* car, comme vous, nous pensons qu'il n'est pas souhaitable de désarmer nos services de sécurité et de renseignement au moment où ils doivent faire face à des défis aussi importants.

Vous avez raison également de souligner qu'il est nécessaire de procéder à des écoutes, des interceptions de sécurité, dans le cadre du droit en vigueur pour assurer le bon fonctionnement de la justice et pour lutter efficacement contre ceux qui commettent des actes délictueux. Vous avez certainement remarqué que, lorsque les interceptions de sécurité servent la justice, ce n'est généralement pas sur les bancs de la majorité que l'on s'en plaint. *(Applaudissements et rires sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Je tiens enfin à vous indiquer que le Gouvernement est absolument déterminé à ce que l'Union européenne joue totalement son rôle en matière de renseignement et de coopération entre les services de police. C'est la raison pour laquelle j'ai organisé avec la ministre de l'intérieur belge une réunion le 8 mai dernier à Bruxelles, et il y en aura une autre demain à Luxembourg. Il s'agit que, dans ce monde dangereux, l'Europe s'arme pour être efficace contre le terrorisme. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.)*

M. Gérard Charasse. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Jacques Myard](#)

Circonscription : Yvelines (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1915

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 juin 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 juin 2014](#)